



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

28/05/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 281 du 28 mai 2026



Le Parti Révolutionnaire Communistes condamne l'accusation ignoble portée contre Raoul Castro, militant révolutionnaire. Nous condamnons l'accusation portée par le Département de la Justice des États-Unis, publiée le 20 mai, contre le général d'armée Raul Castro Ruz, leader de la Révolution cubaine (crédit photo Granma)

Édito

Les conséquences de la crise au Moyen-Orient provoquée par l'agression américano-sioniste contre l'Iran commencent à peser lourd dans la besace des travailleurs. Nous le répétons, tout cela appelle une riposte coordonnée, puissante et dans la durée pour défendre nos intérêts de classe. Semaine après semaine, nous faisons état des luttes menées par les travailleurs afin de défendre leur salaire, leur emploi et leurs conditions de travail et nous soulignons que sans s'attaquer à la cause : la crise du capitalisme dans sa forme impérialiste, et désigner un chemin de résistance : la lutte de classe pour en finir avec ce système nous menant à une catastrophe, il n'existe pas d'issue possible. Quel contraste avec le cirque politique qui s'accélère avec la perspective de l'élection présidentielle. Si tous les prétendants candidats à la gestion des affaires du capital s'agitent, le capital en dernier lieu décidera de son champion, aucun ne remet fondamentalement en cause le pouvoir de classe de la grande bourgeoisie monopoliste. Ne perdons donc pas de temps à les écouter, organisons la lutte de classe, construisons les organisations révolutionnaires voilà l'urgence du moment !

Sommaire

Luttes

- *Rassemblement des Stellantis à Poissy le 18 juin pour l'emploi et la production*
- *Droits d'inscriptions : Édouard Kaminski Président de l'Université Paris Cité s'adresse aux personnels et aux étudiants de son université*
- *La FNIC-CGT alerte : nouvel état d'urgence !*
- *FNIC-CGT initiative jeunesse le 25 juin à Martigues*
- *Eurengo Sorgues (Vaucluse), les gendarmes évacuent les grévistes*
- *En Région PACA la CGT contre la répression syndicale*
- *Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT mise en examen*
- *Fibre Excellence : une réunion publique afin de présenter le projet des syndicats*
- *Rassemblement contre la fermeture du bureau de poste de Pissevin à Nîmes*

- *Secteur médico-social : un ras-le-bol qui s'exprime*
- *Polyclinique Pau Pyrénées (Pau) : 161 licenciements*
- *29 jours de grève : un conflit social inédit à la clinique Médipole de Cabestany (Pyrénées-Orientales)*
- *Grève dans le médico-social: fermetures de services, plans sociaux, les associations en danger*
- *"Touche pas à mon badge": l'intersyndicale appelle à la grève à Roissy Charles-de-Gaulle le 18 juin*
- *"Tout le monde angoisse" : les salariés de l'usine pharmaceutique Euroapi en grève*
- *Ebra premier groupe de presse quotidienne régionale (PQR) de France lance une restructuration*
- *Assistants d'éducation : appel à la grève nationale le 2 juin afin de dénoncer leurs conditions de travail*
- *Amiens : les salariés du seul fabricant français d'acides aminés se mobilisent*
- *Blainville-sur-Orne (Calvados) habitants et élus se mobilisent pour la sauvegarde de leur bureau de poste*

Dossiers, Économie

- *Logement : projet de loi Jeanbrun, le point de vue de la Confédération Nationale du Logement CNL*
- *290 suppressions d'emplois annoncées chez l'enseigne Okaidi*
- *Crise viticole : des emplois en jeu*
- *Les librairies Le Furet du Nord demandent leur placement en redressement judiciaire*
- *Intelligence artificielle : l'encyclique Magnifica humanitas*
- *Groupe Bolloré*
- *Investissements chinois en Europe*
- *Entité sioniste : Début de crise dans la tech ?*
- *Les exportations militaires israéliennes explosent*
- *54^{ème} congrès de la CGT*

International et Solidarité internationaliste

- *Solidarité avec Cuba, bas les pattes devant Raoul Castro*
- *Parti Algérien pour la démocratie et le socialisme PADS : soutien à Cuba*
- *réhabilitation nazi en Ukraine*
- *Catastrophe minière en Chine : 82 morts*

Luttes

Rassemblement des Stellantis à Poissy le 16 juin pour l'emploi et la production

Le coup de massue est tombé. *Stellantis*, le géant automobile né de la fusion entre PSA (Peugeot, Citroën) et Fiat Chrysler, vient d'annoncer un plan de réduction drastique de ses capacités de production en Europe¹. Sont au programme, 800.000 véhicules en moins par an, soit l'équivalent de la fermeture d'une usine sur cinq² sur le continent. La nouvelle a conduit à un recul de l'action de 6 % en une journée, forçant même la suspension de sa cotation en Bourse. cette annonce a fait l'effet d'un choc, c'est toute une filière industrielle qui tremble, et avec elle, des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects. Cette décision s'inscrit dans une logique implacable : délocaliser la production vers des pays à bas coûts (Maroc, Turquie, Amérique latine) en s'appuyant sur les traités de libre échange poussés et installés par l'Union Européenne. Et accélérer la transition vers l'électrique, mais sans garantie que les emplois suivront. Xavier Mathiex, secrétaire national de la CGT Métallurgie s'alarme: " C'est un séisme pour l'industrie française et européenne. On ne parle pas d'un simple ajustement, mais d'un démantèlement organisé ". Selon les syndicalistes et les experts ce n'est qu'un début, le plan *Stellantis* pourrait être seulement la première salve d'une vague de désindustrialisation sans précédent, avec des répercussions en cascade sur les sous-traitants, les équipementiers et les territoires.

Selon la CGT : " Cette nouvelle vague de désindustrialisation, de fermetures d'usines qui suivent les annonces des fermetures de la Française de mécanique (production des moteurs), de Poissy (assemblage de voitures) est le fruit de décennies d'une gestion au service du capital et de la recherche de la rentabilité financière maximale. C'est ce dogme qui détruit les emplois et le produire en France, pour la suraccumulation du capital et l'enrichissement des actionnaires."

Le maire Thierry Weber, (LR) de Kingersheim, commune voisine de l'usine déclare : " Si Mulhouse ferme, ce sera un coup de massue pour toute l'Alsace. Des milliers d'emplois indirects disparaîtront ". En effet, chaque emploi chez *Stellantis* en génère 3 à 4 chez les sous-traitants (Faurecia, Valeo, Bosch, Michelin...). Ainsi, si l'usine PSA de Mulhouse emploie 5.000 personnes. 20.000 autres travaillent pour des sous-traitants dans un rayon de 50 km. La production automobile européenne pourrait chuter sous les 5 millions de véhicules/an (contre

15 millions en 2000). Les emplois dans le secteur pourraient tomber sous les 500.000 (contre 2,3 millions en 2000). L'Europe deviendrait un simple marché d'importation concernant les voitures chinoises et américaines. Xavier Mathiex (CGT) affirme : " *L'automobile, c'est la sidérurgie des années 2020. Si on ne réagit pas, on va revivre la même tragédie* ". Il y a donc urgence à une action de la CGT, mettant en cause les vraies raisons de l'effondrement industriel : la suraccumulation du capital et la recherche du taux de profit maximal.

Afin de défendre les emplois, les savoir-faire et les outils de travail, il faut stopper la casse industrielle. Il est temps qu'une grande lutte s'organise autour de la question des emplois industriels, l'initiative du rassemblement du 16 juin à 12h00 devant le siège de *Stellantis* pourrait en marquer le début. Le Parti Révolutionnaire Communistes a consacré un débat à ces questions fondamentales³ il en est activement partisan.

Droits d'inscriptions : Édouard Kaminski Président de l'Université Paris Cité s'adresse aux personnels et aux étudiants de son université

Le décret discriminatoire sur les droits d'inscriptions différenciés pour les étudiants non-communautaires⁴ fait l'objet d'un rejet dépassant les seules organisations syndicales des personnels et des étudiants. Le mardi 26 mai des centaines d'étudiants et de personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, se sont à nouveau rassemblés place Jussieu avant de manifester jusqu'au ministère. Des Présidents d'Université et des instances prennent aussi position contre ce décret. C'est le cas à Paris Cité où le Président Kaminski s'est adressé aux personnels et aux étudiants : "Les conseils centraux de notre établissement – sénat académique et conseil d'administration – se sont positionnés les 19 et 22 mai 2026 contre cette évolution au travers d'une motion. J'ai défendu, en tant que président de l'Université Paris Cité, cette même position au sein de France Universités (association rassemblant les présidentes et présidents des universités et établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche), et lors d'une audition au Sénat. L'université de rennes 2 a pris également position contre les mesures sur les droits d'inscriptions.

La FNIC-CGT alerte : nouvel état d'urgence !

Dans un communiqué la FNIC-CGT alerte sur le danger que représente pour les libertés le texte sur la programmation militaire voté au Parlement : " *Un texte particulièrement dangereux a été inséré dans le projet de loi de mise à jour de la programmation militaire 2024-2030. L'article 21 de ce projet, crée de toutes pièces un régime juridique inédit : l'état d'alerte de sécurité nationale. Le texte a été adopté à l'Assemblée nationale, en première lecture, le 18 mai, avec les voix du camp gouvernemental et de l'extrême droite. L'article a été adopté par 62 voix pour et 19 contre. Le camp gouvernemental et le Rassemblement national ont voté pour. Le Parti socialiste, qui avait voté pour en commission, s'est abstenu en séance. La gauche radicale et les écologistes ont massivement voté contre. Le texte doit maintenant être examiné au Sénat, avec pour objectif une adoption définitive avant le 14 juillet. L'article 21 crée, selon le gouvernement, un simple « outil de réactivité administrative en temps de crise ».*

Dans les faits, ce régime d'exception est activable par décret en Conseil des ministres, sans vote préalable du Parlement, dès lors qu'il existerait une menace grave contre la sécurité nationale. Ce régime peut s'appliquer sur tout ou partie du territoire national et couvre trois catégories de dangers : une menace sur la continuité des activités essentielles à la vie de la Nation et à la protection de la population ; une menace justifiant la mise en œuvre des engagements internationaux de la France en matière de défense ; une menace justifiant un déploiement à bref délai des forces françaises ou alliées sur le territoire national. Des motifs qui restent très flous. Ce dispositif devrait prendre place dans le Code de la défense dans la partie intitulée Régimes d'application exceptionnelle, aux côtés de l'état de siège et de l'état d'urgence : c'est bien un troisième régime d'exception qui est créé.

La ministre Catherine Vautrin a martelé que ce dispositif ne touchait pas aux libertés individuelles. Il permettrait, selon elle d'augmenter les moyens de production, de protéger certaines entreprises sensibles et d'installer en urgence des capacités d'hébergement ou de soins. Mais le danger est dans ce qui n'est pas dans les discours officiels. Une fois l'état d'alerte déclenché, le gouvernement dispose de tout un tas de dérogations au droit commun. Dès le 3 mai, une tribune publiée dans L'Humanité et cosignée par plusieurs organisations dont la CGT, avait alerté sur les dangers du texte.

Il s'agit en fait d'un état d'urgence qui ne dit pas son nom, activable sur des critères volontairement flous et vagues, permettant des dérogations immédiates aux règles de protection environnementale, au droit du travail, aux règles d'urbanisme et même au droit du patrimoine archéologique. Plus inquiétant encore : ce dispositif permettrait la création de périmètres de protection contrôlés soumis à autorisation d'accès par simple arrêté préfectoral, ainsi que des enquêtes administratives sur les salariés travaillant dans des zones liées à l'économie de guerre. Le contexte de guerre que nous vivons actuellement va, grâce à ce texte, servir à discipliner la société, à faire reculer les droits et les libertés, et à tout subordonner aux logiques du profit. La société entière sera aux ordres des capitalistes et notamment des marchands de canons. Le Premier ministre Sébastien Lecornu a justifié

la création de ce régime d'exception par la nécessité de faire face à des crises hybrides, rapides et imprévisibles, mêlant le militaire, l'économique, le cyber et l'informationnel. Et donc, quand la sécurité est en jeu, il ne doit plus y avoir de contraintes."

FNIC-CGT initiative jeunesse le 25 juin à Martigues

La FNIC-CGT invite les jeunes à participer à un grand rassemblement le 25 juin à Martigues⁵. Elle note : " *Les jeunes de notre classe ont systématiquement, dans notre histoire sociale, été à l'avant-garde des luttes. Il suffit, pour le prouver, de regarder l'âge de nos martyrs durant la grande Résistance face aux nazis. Organiser la jeunesse dans nos syndicats en vue de la lutte est un impératif pour la fédération, tant les jeunes sont exploités dans les pires conditions, avec des contrats jetables.*

Eurenco, Sorgues (Vaucluse), les gendarmes évacuent les grévistes

Le conflit social depuis plus de quatre mois avec la direction d'Eurenco revendiquant, entre autres, des augmentations de salaires. Le mercredi 20 mai, une dizaine de militants manifestaient contre le licenciement d'un salarié syndiqué, ils ont été évacués de l'entrée du site par les gendarmes. La section vauclusienne du syndicat FO et sa secrétaire générale, dénoncent dans un communiqué : " *une répression syndicale inacceptable ainsi qu'une atteinte au droit de grève* ". De son côté, la CGT condamne cette évacuation : " *instrumentalisée par la direction d'Eurenco, décomplexée face à des travailleuses et travailleurs qui luttent pour des augmentations de salaires et contre la criminalisation de l'action syndicale* ".

En Région PACA la CGT contre la répression syndicale

Le 22 mai, la CGT PACA a tapé du poing sur la table à propos de la répression syndicale s'accroissant : " *On vit un moment de bascule, avec une remise en cause profonde de la démocratie sociale. La CGT est confrontée à grand nombre de situations qui nous préoccupent très fortement.* " a déclaré le secrétaire du comité régional de la CGT PACA.

Il a entre autre dénoncé la situation faite au secrétaire général de la CGT du GPMM, Pascal Galéoté est confronté à une procédure judiciaire dans l'affaire de la gestion du CSE. Selon le journal *La Marseillaise*⁶ : " *la justice reproche aux représentants de la CGT GPMM un abus de confiance* ". Ce n'est pas évidemment le point de vue de la CGT : " *On a plus l'impression que c'est l'activité de la CGT, ultra-majoritaire sur le port : est visée. Les trois quarts des salariés du port ont voté pour la CGT aux dernières élections* ". Un appel à la mobilisation, pour le 1^{er} juin, date du rendu de la décision de justice autour des comptes du CSE du GPMM a été lancé. Le secrétaire CGT de la Région PACA a également rappelé : " *la situation de la Bourse du travail d'Arles où la CGT est menacée d'expulsion par le maire. Ce sont ses locaux historiques, que la CGT occupe depuis 126 ans. À Arles comme ailleurs, il est hors de question que la CGT se laisse déposséder des maisons des travailleurs.* "

En affirmant: " La seule limite à l'oppression, c'est la résistance à celle-ci ! ", la CGT PACA entend bien ne pas laisser faire.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT mise en examen

Le communiqué de la CGT⁷

Pour la deuxième fois en six mois, la secrétaire générale de la CGT est mise en examen. Cela fait suite à une plainte en diffamation de l'entreprise Tefal contre les propos de Sophie Binet : « la CGT de Tefal fait face à une répression patronale violente" tenus lors d'un débat à la Fête de l'Humanité en septembre 2025.

Ces propos sont pourtant totalement étayés par les faits. En effet, Ouria Belaziz, coordinatrice CGT du groupe SEB (détenant la marque TEFAL) et membre de la direction confédérale de la CGT a été sanctionnée par son entreprise et sera aux Prudhommes le 4 juin prochain afin de contester cette sanction inique. Un ancien militant CGT et salarié de Tefal, est lui aussi poursuivi pour diffamation et injure suite à la diffusion du documentaire dans l'émission Debadoc, le 29 mai 2025.

Par cette plainte la société Tefal du groupe SEB, confirme sa pratique décomplexée de la répression syndicale pour tenter de faire taire toutes celles et ceux osant critiquer les choix de la direction et alerter sur la dangerosité des PFAS, un composant chimique utilisé par Tefal pour ses poêles. Les propos pour lesquels la secrétaire générale de la CGT est poursuivie sont anodins. Sur cette base, la quasi totalité des syndicalistes du pays pourraient être poursuivis.

Cette mise en examen n'est malheureusement pas un fait isolé : plus de 1000 militant·es CGT font l'objet de poursuites judiciaires ou patronales dans le cadre de leur mandat syndical. En cause: l'indépendance syndicale. Le fait comme quoi des syndicalistes osent questionner les choix des directions d'entreprise ne supportant pas qu'on les mette devant leurs responsabilités.

La liberté syndicale est une liberté fondamentale, indispensable au fonctionnement démocratique. Chercher à en entraver l'exercice constitue une atteinte grave à un droit essentiel, protecteur de l'ensemble du monde du

travail. Il est hors de question de laisser des multinationales ou des milliardaires multiplier les procédures baillonnées sans réagir. La CGT appelle le gouvernement et les parlementaires à agir immédiatement pour protéger la démocratie et à légiférer afin de protéger la liberté d'expression et les libertés syndicales. Les syndicalistes, les militantes et militants s'engagent en faveur de l'intérêt général, pour défendre les travailleurs et travailleuses, agir pour l'emploi et l'environnement. Leur place n'est ni dans les tribunaux ni dans les commissariats !

La CGT le rappelle clairement : elle ne baissera jamais les yeux face aux patrons et se battra toujours, en toute indépendance, pour défendre les salarié·es.

Fibre Excellence : une réunion publique pour présenter le projet des syndicats

Le jeudi 21 mai, à l'invitation de la CGT 1.500 personnes ont participé à une réunion au Parc des expositions du Comminges, à Villeneuve-de-Rivière contre la fermeture de Fibre Excellence à Saint-Gaudens. A cette occasion la CGT a présenté ses propositions pour la relance de l'activité de l'entreprise dans le cadre de la recherche d'un repreneur. Rappelons-le : *Fibre Excellence* est en redressement judiciaire depuis le 27 avril, accompagné d'une période d'observation de six mois. Selon le délégué CGT à Fibre Excellence Sébastien Oustric la pâte fluff que l'on pourrait produire à Saint-Gaudens : *"C'est une pâte à papier spéciale, avec une plus forte valeur ajoutée. Elle est utilisée dans les protections hygiéniques pour les personnes âgées ou les alèses pour les hôpitaux. C'est un marché qui est en constante évolution avec un prix assez stable. Il faudrait un investissement pour adapter la production, mais qui n'est pas colossal, autour de 40 millions d'euros. Pour une industrie lourde comme la nôtre, ce n'est pas un chiffre énorme. Et le retour sur investissement se fait sur trois ans."* En l'état, quatre repreneurs seraient intéressés par la reprise de l'activité de l'entreprise.

Grève à La Poste de Thouars (Deux-Sèvres) contre la suppression de quatre tournées

A la Poste de Thouars, un bon nombre des facteurs ont fait grève le mardi 26 mai, sur toute la journée. Le mouvement a commencé le 9 mai. Prenant de l'ampleur la semaine passée avec des débrayages d'une heure le matin du lundi 18 au mercredi 20 mai. Chaque fois, les agents se mobilisent. S'ils ne sont pas contre la réorganisation en elle-même, le problème c'est qu'elle réorganisation. Selon le responsable CGT : *" Ils sont prêts à la suppression de trois tournées, mais quatre, c'est une ligne rouge."*

Rassemblement contre la fermeture du bureau de poste de Pissevin à Nîmes

Une quarantaine s'est rassemblée ce mardi matin devant le bureau de poste du quartier populaire de Pissevin, est fermé depuis jeudi dernier. Les habitants, mobilisés à l'appel du centre social *Les mille couleurs* souhaitent conserver leur bureau de poste. La direction de la Poste invoque des questions de sécurité concernant le personnel et les usagers. Baisser les bras, c'est laisser la place aux facteurs d'insécurité que constituent les trafics divers se nourrissant de la misère sociale générée par la politique du capital et du pouvoir.

Secteur médico-social : un ras-le-bol s'exprimé

La Glacière Cherbourg : 150 personnels du secteur médico-social se sont mobilisés le 26 mai 2026 à La Glacière près de Cherbourg, dénonçant un manque de moyens toujours plus criant et un pouvoir d'achat des salariés qui baisse. Ils se sont rassemblés dans la matinée devant les locaux d'ACAIS, structure d'accompagnement des personnes en situation de handicap à La Glacière. Des associations d'aide aux personnes âgées, à l'enfance ou encore à l'insertion étaient également présentes. Toutes dénoncent des coupures budgétaires les empêchant aujourd'hui de faire leur travail dans de bonnes conditions et des salaires non revalorisés avec un pouvoir d'achat en baisse.

Une vingtaine de travailleurs du médico-social rassemblés à Nîmes

Une vingtaine de travailleurs du médico-social était en grève le 26 mai, devant la Maison départementale des personnes en situation de handicap (MDPH) du Gard, à Nîmes, dénonçant la dégradation de leurs conditions de travail et le manque de valorisation de leur métier.

Ils sont auxiliaires de vie, éducateurs spécialisés ou encore ex-membres de l'aide sociale à l'enfance (ASE), et tous partagent un même constat : *"Nos conditions de travail se dégradent"*. Telle est la raison de leur action.

Polyclinique Pau Pyrénées (Pau) : 161 licenciements

Le 31 mars dernier, la polyclinique Pau Pyrénées a été placée en redressement judiciaire. Le 7 mai, la direction a confirmé la fermeture de la maternité sur le site Navarre, et le licenciement d'un maximum de 161 personnels sur 542 salariés mettant en œuvre le *mal nommé* plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Dont elle veut discuter les contours avec les syndicats. Si début avril les personnels s'étaient mis en grève, la CFDT semble faire preuve d'un fatalisme total face aux mesures de suppression d'emplois. Cependant, face au coup porté, la riposte s'organise. Quatorze associations, organisations syndicales et partis politiques ont acté la semaine passée

la création d'un comité de défense afin d'exiger le maintien en l'état de la Polyclinique Pau Pyrénées (Pyrénées-Atlantiques)⁸.

29 jours de grève : un conflit social inédit à la clinique Médipole de Cabestany (Pyrénées-Orientales)

Les salariés ont voté la reprise du travail, mais exigent d'abord une validation juridique du texte. « *Parce que parfois, dans les accords, une simple virgule, ou un simple mot, peut rendre l'accord caduc. Il va falloir être sûr que tout ça est bien solide* », insiste Simon Orméda, élu CGT.

Depuis près de quatre semaines, le conflit oppose salariés et direction autour de questions de : rémunération, primes et garanties sociales. Un bras de fer inédit par sa durée dans cet établissement de santé privé.

Parmi les avancées obtenues figure notamment la pérennisation d'une prime de 400 euros.

Grève dans le médico-social: fermetures de services, plans sociaux, les associations en danger

Une intersyndicale Sud-CFDT-FO appelle à la mobilisation, mardi 26 mai, à Bourg-en-Bresse, pour dénoncer le manque de moyens financiers dans les structures accueillant les plus fragiles et connaissant aujourd'hui des difficultés. Les représentants des personnels défendent un système basé sur la solidarité et non sur le niveau de ressources des bénéficiaires.

Les revendications concernent également salaires et conditions de travail. La survie du secteur est en question, les associations sont en danger fermetures de services, plans sociaux, plans de retour à l'équilibre. Conséquences du budget austéritaire 2026 et de la privatisation des structures lucratives et du tri de la population fait en fonction des ressources.

"Touche pas à mon badge": l'intersyndicale appelle à la grève à Roissy Charles-de-Gaulle le 18 juin

Attribution des badges permettant d'entrer et de travailler dans l'aéroport parisien se durci. L'intersyndicale composée de la CGT Roissy, la CFDT Roissy-CDG, l'UNSA UL MOSZAR et Sud appelle les salariés de la plateforme à la grève générale.

Les organisations syndicales reprochent aux autorités (la préfecture de Paris) de durcir les critères d'attribution des badges permettant d'entrer et de travailler dans l'aéroport parisien avec ce mot d'ordre: "le travail est un droit, touche pas à mon badge."

Dans un tract, l'intersyndicale explique : "*des habilitations sont refusées pour des motifs mineurs et n'ayant aucun lien avec les impératifs de sûreté ou de sécurité*" et "*désormais, pour une simple amende, un jugement ayant abouti à un non-lieu, ou même pour quelqu'un en attente de jugement, vous pouvez perdre votre droit de travailler. Une aberration qui ne respecte pas la loi sur la présomption d'innocence*".

Ce mouvement concerne les agents de sécurité, d'entretien, bagagistes, vendeurs des boutiques, agents au sol.

"Tout le monde angoisse" : les salariés de l'usine pharmaceutique Euroapi en grève

Les salariés du site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) de l'usine pharmaceutique Euroapi en grève jeudi 21 mai 2026. Ils dénoncent le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) annoncé par la direction mi-mars prévoyant 33 suppressions de postes dont 20 licenciements.

"*On demande ni plus ni moins l'arrêt de ce PSE*", déclare Yohann Petit, représentant CGT d'Euroapi.

Ebra premier groupe de presse quotidienne régionale (PQR) de France lance une restructuration

Le calendrier semble s'accélérer : la direction de ce mastodonte de la presse quotidienne régionale (*le Dauphiné libéré, le Bien public, l'Est républicain, les Dernières Nouvelles d'Alsace...*) s'apprêterait à lancer le coup d'envoi d'une grosse restructuration de 500 postes à la trappe en juin ! La majeure partie de la procédure se déroulerait durant les grandes vacances...

Assistants d'éducation : appel à la grève nationale le 2 juin afin de dénoncer leurs conditions de travail

Face à la dégradation de leurs conditions de travail, les AED réclament plus de moyens et une véritable reconnaissance de leur rôle essentiel dans les établissements scolaires.

« *Nous exigeons la création des postes et le recrutement des assistants d'éducation pour répondre aux besoins, la création d'une grille salariale nationale permettant une revalorisation des AED, l'accès à une formation initiale et continue, sur temps de service, un droit effectif à la mobilité* », écrivent dans un communiqué commun publié vendredi 22 mai la CGT-Educ'action, Sud-Education, le SNES-FSU, l'UNSA, FO, la CFDT éducation et le Snalc. « *Pendant que le ministre affirme faire du climat scolaire une de ses priorités, les vies scolaires sont asphyxiées par le manque de moyens* » et « *rien n'est fait par le ministère pour permettre aux AED d'exercer leurs missions dans des conditions acceptables et décentes* », dénonce l'intersyndicale. « *Les conditions de travail, déjà difficiles, vont encore se dégrader* ».

Amiens : les salariés du seul fabricant français d'acides aminés se mobilisent

Dans la Somme, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, mercredi 21 mai, devant l'usine Eurolysine de la zone industrielle nord d'Amiens, à l'appel des organisations syndicales. L'objectif est d'alerter sur l'avenir du site employant 320 salariés.

Un chiffre d'affaires en hausse de 170 millions d'euros l'ex-usine Metex devenue Eurolysine est la seule à produire des acides aminés en France et dernier fabricant européen de lysine, valine, tryptophane, leucine... Ces acides aminés sont des ingrédients essentiels améliorant l'alimentation animale diminuant les besoins en soja rendant meilleure l'utilisation du maïs ou du blé. Fournissant également la pharmacie, la lysine est un des ingrédients nécessaires à la production d'Aspégic et les autres acides aminés sont incorporés aux poches de nutrition hospitalières. Eurolysine reste la seule usine de fabrication de ces acides aminés stratégiques couvrant à elle seule un cinquième des besoins de l'Union européenne (500 000 tonnes au total). Une concurrence chinoise massive, sur fond de recomposition des alliances géopolitiques et de tensions croissantes dans le commerce international. La Chine, en dix ans, a porté ses capacités de production de lysine de quasiment rien à 4 millions de tonnes afin d'être indépendante au soja importé des Etats-Unis.

Blainville-sur-Orne (Calvados) habitants et élus se mobilisent pour la sauvegarde de leur bureau de poste

Près de Caen, la commune de Blainville-sur-Orne craint pour l'avenir de son bureau de poste et de son distributeur de billets. La commune se bat pour le préserver. **200 personnes se sont rassemblées** devant le bureau de poste communal samedi 23 mai. Les habitants déplorent une dégradation de la qualité de service : fermetures intempestives et manque de personnel au guichet.

Dossiers, Économie

Logement : projet de loi Jeanbrun, le point de vue de la Confédération Nationale du Logement CNL

Réunie au sein du Conseil national de l'habitat, la Confédération Nationale du Logement² (CNL) a voté contre le projet de loi dit « de relance du logement » porté par le gouvernement. Derrière l'affichage d'une prétendue simplification destinée à répondre à la crise du logement, ce texte organise en réalité une dérégulation massive au profit des intérêts privés, au détriment des locataires, du logement social, de la transition écologique et de l'égalité territoriale. La CNL dénonce particulièrement l'orientation prise concernant la future ANRU 3. Alors que la rénovation urbaine devrait avoir pour objectif premier de réduire les inégalités territoriales, de désenclaver les quartiers populaires et de garantir l'égalité des droits, le gouvernement fait le choix d'un tournant sécuritaire inquiétant. L'accent mis sur les « vulnérabilités sécuritaires » et la « reconquête républicaine » ouvre la voie à une stigmatisation accrue des habitants des quartiers populaires. Cette logique risque d'accélérer les démolitions sans garanties suffisantes de reconstruction équivalente, avec des relogements plus éloignés, plus chers et synonymes de ruptures sociales pour les familles concernées. Pour la CNL, la rénovation urbaine ne peut être réduite à une logique de contrôle social ou de gestion sécuritaire des territoires. Elle doit au contraire permettre le développement des services publics de proximité, garantir le droit à une ville verte partout sur le territoire, renforcer la démocratie locataire et améliorer concrètement les conditions de vie des habitants. Le projet de loi marque également un recul grave sur la rénovation énergétique des logements. En permettant le maintien sur le marché de logements classés F et G sous simple promesse de travaux, parfois pendant plusieurs années, le gouvernement organise de fait une assignation à résidence des classes populaires dans des logements énergivores, coûteux et dégradés. Sous couvert de contraintes techniques ou administratives, les propriétaires pourront continuer à louer des passoires thermiques jusqu'à cinq ans dans certains cas, tout en étant largement exonérés de leurs responsabilités. Pendant ce temps, les locataires continueront de subir des factures énergétiques insupportables, l'inconfort thermique et les problèmes de santé liés à des logements mal isolés.

La CNL refuse que la transition écologique soit une fois encore repoussée pour préserver la rentabilité immobilière. Ce texte ralentit l'application de la loi Climat et Résilience et protège davantage les intérêts des bailleurs et non les droits des habitants. Le projet prévoit en outre de nouvelles possibilités concernant les bailleurs sociaux d'augmenter et déconventionner les loyers, après travaux de rénovation énergétique « allégés ». La CNL refuse de faire payer, encore et toujours, le coût de la rénovation du bâti aux seuls locataires et exige le retour de l'Etat dans le financement du parc locatif social garantissant son rôle de protection et de justice sociale. De plus, il convient que la loi prévoit de réparer un oubli : le gel voire la baisse des loyers des logements F et G dans le parc social et l'abrogation définitive de la 3^e ligne de quittance.

Enfin, le renforcement des pouvoirs locaux dans les attributions de logements sociaux, combiné à la délégation du contingent Etat et du DALO nous inquiète. Lorsque le Ministre lui-même constate : « plus de 1 100 communes restent aujourd'hui déficitaires au titre de la loi SRU » alors que le besoin en logements sociaux reste une urgence, on est en droit de penser qu'il existe un risque sérieux d'accentuation des inégalités territoriales, de pratiques arbitraires et clientélistes dans l'accès au logement. Combien de communes demain si elles peuvent y

déroger, continueront à porter la mixité sociale alors que les discours délétères, de discrimination sociale et raciale se font de plus en plus entendre sous le coup de la progression de l'extrême droite. Dans un contexte d'explosion des loyers, d'effondrement de la construction de logements accessibles et d'aggravation de la précarité énergétique, la CNL refuse que la crise du logement serve de prétexte à une dérégulation généralisée et à un affaiblissement des droits des habitants. La priorité doit être de remettre le droit au logement au cœur des politiques publiques :

- un plan massif de financement du logement social et très social afin de répondre aux besoins populaires ;
- la fin de la RLS et le réengagement de l'État dans l'aide à la pierre
- un encadrement réel et contraignant des loyers dans toutes les zones tendues ;
- l'interdiction effective des passoires thermiques, avec obligation de travaux rapides concernant les propriétaires et sans répercussion sur les loyers ;
- un grand service public national de la rénovation énergétique garantissant des logements dignes, économes et accessibles ;
- le développement des services publics de proximité dans les quartiers populaires afin de lutter réellement contre les inégalités territoriales ;
- une rénovation urbaine construite avec les habitants et les associations de locataires, respectueuse du droit au maintien dans les lieux et du droit à la ville ;
- le renforcement de la démocratie locataire dans les organismes HLM et les politiques locales de l'habitat ;
- la défense du DALO et de l'égalité d'accès au logement sur l'ensemble du territoire ;
- l'arrêt des politiques de démolition sans reconstruction équivalente de logements accessibles ;
- l'arrêt des expulsions et l'examen d'un fonds de protection locative permettant d'aller vers la construction d'une sécurité sociale du logement ;
- La pérennité et la généralisation du dispositif d'encadrement des loyers.

Pour la CNL, le logement ne peut être abandonné aux logiques de marché et de rentabilité. Il constitue un droit fondamental et un bien commun. Face à un texte organisant un recul social et écologique, la CNL appelle l'USH à refuser d'entrer dans la logique de démantèlement du logement HLM portée par ce projet de loi et à faire front avec les associations locataires et les syndicats. La CNL appelle aussi à une mobilisation large des acteurs du logement, les élus et de l'ensemble des citoyen.es attaché.es à une politique du logement fondée sur la solidarité, l'égalité et la dignité.

290 suppressions de postes annoncées chez l'enseigne nordiste Okaïdi

Le groupe IDKIDS avait annoncé le 27 janvier la demande de placement en redressement judiciaire pour plusieurs de ses marques comme Okaïdi, Obaïbi et Oxybulle¹⁰. Le groupe vient de présenter en CSE son projet de réorganisation pour Okaïdi. Selon le journal *La Voix du Nord*¹¹ : "Il prévoit l'arrêt des activités d'OKAIDI en Allemagne (17 magasins), en Pologne (25) et au Portugal (2), « des pays structurellement déficitaires ». Ces 44 magasins sont en cours de fermeture et emploient 140 salariés. Le réseau d'Okaïdi en France se recentrera pour sa part sur ses sites « les plus performants et avec les meilleures perspectives ». Les fonctions support vont quant à elles être adaptées « au nouveau périmètre de l'entreprise ». Ces mesures pourraient concerner un maximum de 290 postes sur 2 000 en France (14 % des effectifs), l'entreprise employant à date 4 500 personnes au total dans le monde. « Un dispositif d'accompagnement sera mis en place pour les collaborateurs concernés, privilégiant le reclassement, la mobilité interne et l'accompagnement individualisé », assure IDKIDS. A l'issue de cette réorganisation, Okaïdi conservera un réseau de 272 magasins en France (sur environ 335 actuellement) et 766 dans le monde."

Crise viticole : des emplois en jeu

La cave coopérative de Leucate, Cap Leucate, en association avec Val d'Orbieu, importante structure basée à Narbonne, spécialisée dans la commercialisation du vin, a déposé une offre de reprise partielle de la cave coopérative Arnaud de Villeneuve. Cette dernière, compte 150 viticulteurs, elle est en très grande difficultés financières. En six ans sa production a été divisée par trois. Fragilisée par plusieurs difficiles et mauvaises récoltes, la coopérative, longtemps considérée comme un pilier de la viticulture catalane. Sans repreneur, serait menacée de disparition. Le projet de reprise ne permettrait pas de préserver l'ensemble des emplois. Sur la trentaine de salariés que compte actuellement la cave de Rivesaltes, seuls sept seraient conservés.

Les librairies Le Furet du Nord demandent leur placement en redressement judiciaire

Le groupe NOSOLI, à Tourcoing dans le Nord a engagé, selon sa direction, une procédure de redressement judiciaire afin de pouvoir poursuivre sa transformation. Cette communication a été faite après la réunion du CSE du 26 mai. NOSOLI regroupe les enseignes Furet du Nord et Decitre, soit un total de 27 librairies et un site de e-

commerce. Cette demande s'inscrit dans un plan de transformation entamé en 2025 pour faire face à un marché des biens culturels en crise avec un recul des volumes depuis 2021.

Intelligence artificielle : l'encyclique Magnifica humanitas

L'intelligence artificielle IA, fait couler beaucoup d'encre, faisant l'objet d'une spéculation forcenée en ce qu'elle semble un nouvel eldorado du capitalisme. Si de ce point de vue rien ne semble sûr, par contre sa mise en œuvre dans de nombreux secteurs de l'activité économique a pour résultats immédiats des dizaines de milliers de suppressions d'emplois¹². Au delà de cet aspect redoutable pour les salariés, se posent incontestablement des questions de société d'une grande importance et dont certains considèrent même qu'il s'agit ni plus ni moins que de l'avenir de nos sociétés humaines. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'Église catholique se soit penchée sur la question. Elle vient de le faire en publiant l'encyclique : *Magnifica humanitas*¹³. Nous reviendrons sur ce document important et nous l'analyserons. Le Pape Léon XIV, l'inscrit dans les pas de l'encyclique *rerum novarum*¹⁴ produite il y a 135 ans par le Pape Léon XIII. Cette encyclique a été et continue d'être ce que l'on appelle la doctrine sociale de l'église. Prenant en compte les conditions sociales de la classe ouvrière, l'église s'y est attachée à construire une orientation sociale ne remettant pas en cause les fondements même du système d'exploitation capitaliste. Cette encyclique a servi de base idéologique au mouvement chrétien social et aux organisations syndicales qui en sont nées. En France, La CFTC, comme la CFDT se rattachent toujours à ce courant.

Groupe Bolloré

Suite à l'annonce Maxime Saada (patron de Canal+) de vouloir blacklister les signataires de la tribune "zapper Bolloré", la CGT spectacle et la ligue des droits de l'homme ont assigné Canal+ en justice pour discrimination envers les signataires.

Investissements chinois en Europe

On assiste à une hausse considérable des investissements chinois en Europe, 9 pays comptent plus de 10 Milliards d'euros cumulés entre les années 2000 et 2025. Les Royaume-Unis ont pour leur part accepté un afflux massif de capitaux à hauteur de 85 Milliards d'euros (le double de l'Allemagne). Ces niveaux records ont un lien avec la reprise de fusion-acquisitions ayant eu lieu il y a dix ans, stimulant les investissements chinois.

L'Europe est convoitée pour : son marché de l'automobile et conceptions de batteries avec des usines notamment en Espagne et en Hongrie.

D'autres secteurs sont porteurs de retours sur investissements telle l'énergie (le solaire ou l'éolien) ou les *data center*.

La Chine mise également sur le rachat de capitaux et le contrôle de groupe dans des entreprises prometteuses comme les jeux vidéo, l'électronique grand public. Pour l'année 2025 on constate une augmentation de 50% des constructions chinoise en Europe, mais le pays reste prudent car la situation géopolitique et internationale avec son voisin américain est agressive et peut changer rapidement.

L'exportation de ses produits chinois reste toujours plus rentable qu'une production en Europe, toutefois la Chine on peut le remarquer, par son implantation en Europe s'intègre un peu plus à l'économie mondiale.

Entité sioniste : Début de crise dans la tech ?

Après trois années de génocide du peuple palestinien, la préoccupation des *media* se porte plutôt sur le secteur de la *tech*, un des plus profitables du pays (la moitié de ses exportations) et son entrée dans une crise faisaient les gros titres de la presse en ce moment. Les faits : depuis quelques mois le dollar américain a perdu 20% face au shekel israélien poussant le secteur vers la chute.

Cette baisse pose un problème à l'industrie de la *tech* car les revenus (comme les levées de fonds, ...) sont faites en dollars tandis que les salaires des employés sont en shekel, les entreprises tombent donc dans un déficit. Pour y remédier elles se donnent deux solutions : engager plus de personnes à l'étranger ou faire des coupes budgétaires majeurs cela pose aussi problème.

Pourtant le secteur a vu des levées de fonds records dans les deux dernières années (25% de hausse par rapport à 2024). Le premier trimestre de l'année 2026 a vu une levée de 3,4 milliards de dollars prouvant un intérêt majeur pour le secteur de la part des investisseurs. Les problèmes du dollar entraînent un retrait de ceux-ci, c'est angoissant. Pour éviter ce scénario les grandes entreprises de la *tech* tentent de faire pression sur la banque d'Israël de sorte qu'elle réduise son taux directeur (actuellement à 4%) de 0,5% afin de faire baisser la pression sur le shekel.

Les exportations militaires israéliennes explosent

Les ventes d'armes israéliennes ont atteint près de 15 milliards de dollars en 2024, portées par l'Europe, l'Inde et la demande en technologies "testées au combat". Ces ventes ont doublé en cinq ans. L'Allemagne a notamment conclu avec Israël l'un des plus importants contrats militaires de son histoire récente avec l'achat du système antimissile *Arrow 3*, développé par *Israël Aerospace Industries*, pour environ 3,5 milliards de dollars. L'Inde, membre important des BRICS+ est également un partenaire majeur de l'industrie d'armement israélienne. Les relations militaires entre New Delhi et Israël se sont considérablement renforcées sous le gouvernement Modi. Selon le PDG d'*Israel Aerospace Industries*, Boaz Levy, cité par le journal *The Times of Israël* : " les désaccords politiques avec certains alliés européens n'avaient pas empêché la poursuite des grands contrats militaires israéliens."

54^{ème} congrès de la CGT

Le 54^{ème} congrès de la CGT commence le 1^{er} juin à Tours. Nous avons consacré une série d'articles à la préparation de ce congrès, en particulier en analysant le document d'orientation présenté par la direction de la confédération. Nous mettons ici en lien le dernier article de cette série. Nous continuerons ce travail en analysant la teneur du congrès.

Le véritable enjeu du 54ème congrès de la CGT : le basculement assumé vers la collaboration de classe

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3967-le-veritable-enjeu-du-54eme-congres-de-la-cgt-le-basculement-assume-vers-la-collaboration-de-classe>

International et Solidarité internationaliste

Solidarité avec Cuba, bas les pattes devant Raoul Castro

Une marche militante de solidarité avec le peuple cubain héroïque a eu lieu dans l'après-midi du 23 mai, à l'appel des organisations du KKE et de la KNE à Athènes, les manifestants envoyant le message «Ne touchez pas à Cuba! Que les impérialistes américains n'osent pas attaquer l'île de la Révolution!».

Le peuple d'Athènes a réaffirmé sa solidarité avec le peuple cubain en lutte, contre les plans états-uniens et leur blocus criminel. Devant l'ambassade des États-Unis, une grande banderole a été déployée avec le slogan «Ne touchez pas à Cuba – Solidarité avec le peuple cubain (Hands off Cuba – Solidarity with the Cuban people) », les manifestants affirmant leur détermination à se tenir aux côtés du peuple cubain. Les manifestants ont également dénoncé l'OTAN et l'UE pour leur contribution et leur soutien au blocus et aux plans états-uniens, mais aussi le gouvernement grec, n'ayant pas pipé mot sur ce qui se passe déjà et ce qui se prépare contre le peuple cubain. Peu avant, un rassemblement avait eu lieu sur la place de la Liberté, où Thodoris Chionis, membre du Comité central du KKE et secrétaire du Comité régional de l'Attique du KKE, a appelé à la vigilance dans les jours à venir face aux développements pouvant suivre, et a souligné:

" Nous poursuivons la lutte et exigeons:

- La levée de toutes les mesures d'embargo économique criminel des États-Unis contre Cuba. Laissez Cuba respirer!
- L'arrêt de toute forme de persécution à l'encontre de Raúl Castro et de la direction cubaine
- Cuba doit être retirée de la liste infamante des «États soutenant le terrorisme» établie par le Département d'État américain afin d'imposer un étranglement économique à l'île de la révolution
- Le gouvernement grec doit prendre position pour condamner l'agressivité à l'encontre de Cuba! "

Le KKE notons le, prépare un grand rassemblement-concert le 15 juin à Athènes pour célébrer le centenaire de la naissance du grand leader de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz.

Parti Algérien pour la démocratie et le socialisme PADS : soutien à Cuba¹⁵

SOLIDARITÉ AVEC LE COURAGEUX PEUPLE CUBAIN CONTRE LES PLANS IMPÉRIALISTES

Le Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS) condamne avec la plus grande fermeté les nouvelles provocations des États-Unis d'Amérique contre Cuba et les dirigeants historiques de la Révolution cubaine, notamment à travers les poursuites et les menaces visant le commandant Raúl Castro.

Cette nouvelle offensive politique, judiciaire et médiatique constitue une nouvelle étape dans la guerre permanente menée par l'impérialisme américain contre le peuple cubain depuis le triomphe de la Révolution dirigée par Fidel Castro en 1959. Malgré plus de six décennies de blocus criminel, de sabotage économique, d'opérations de déstabilisation et de tentatives d'isolement international, le courageux peuple cubain continue de défendre avec dignité sa souveraineté nationale, son indépendance politique et ses conquêtes sociales face aux agressions impérialistes américaines.

Le prétendu dossier lié à l'affaire dite "Brothers to the Rescue" de 1996, rappelle le PADS s'inscrit dans un contexte historique précis systématiquement occulté par les médias impérialistes occidentaux. Cette organisation contre-révolutionnaire basée à Miami, liée aux réseaux de la mafia anti-cubaine et soutenue par les centres impérialistes américains, multipliait les provocations et les violations de l'espace aérien cubain avec la complicité directe des services américains.

L'histoire des agressions contre Cuba est jalonnée de : complots, opérations clandestines et tentatives de déstabilisation organisés par l'impérialisme américain et ses relais contre-révolutionnaires. Encore récemment, une nouvelle tentative d'infiltration armée menée depuis la Floride par un groupe de contre-révolutionnaires lourdement armés à bord d'une embarcation rapide enregistrée aux États-Unis a été déjouée. Ce groupe préparait des actions terroristes et des opérations de déstabilisation. Cet épisode démontre une fois de plus que les réseaux contre-révolutionnaires basés aux États-Unis continuent d'agir avec le soutien des cercles impérialistes américains dans le but de semer le chaos et porter atteinte à la souveraineté de Cuba.

Aujourd'hui, les déclarations agressives de responsables américains, les pressions accrues contre Cuba ainsi que les démonstrations de force militaires américaines dans différentes régions du monde montrent que l'impérialisme cherche à créer un climat de tension pouvant servir de prétexte à une nouvelle escalade contre l'île révolutionnaire.

Le peuple algérien n'oubliera jamais les liens historiques profonds unissant l'Algérie révolutionnaire et Cuba. Dès les premières années de l'indépendance nationale, Cuba révolutionnaire a exprimé une solidarité concrète avec l'Algérie issue de la glorieuse guerre de libération nationale. Les relations fraternelles entre les peuples algérien et cubain se sont construites dans le combat commun contre le colonialisme, l'impérialisme, le sionisme et toutes les formes d'exploitation et de domination.

Le PADS appelle les peuples du monde, en particulier les travailleurs et les couches populaires, à exprimer une solidarité active et concrète avec le peuple cubain, à exiger la levée immédiate et inconditionnelle du blocus américain criminel contre Cuba et à faire barrage à toutes les tentatives visant à étouffer la Révolution et les conquêtes du peuple cubain.

Réhabilitation nazie en Ukraine

L'État ukrainien vient de procéder à la ré-inhumation officielle d'un chef politique et militaire ukrainien celui-ci était lié à des unités militaires ayant collaboré avec les nazis. Cette ré-inhumation à laquelle a assisté le Président Zelensky fait partie d'un projet plus vaste appelé projet "Panthéon" censé glorifier les héros nationaux ukrainiens. Dans son discours, Zelensky a qualifié Andriy Melnyk¹⁶, dirigeant de l'OUN¹⁷, de " grande figure ukrainienne ", et lui a rendu des honneurs nationaux.

Selon le quotidien *The Times of Israël* : " Zelensky a annoncé préparer le rapatriement d'autres " héros ukrainiens " parmi lesquels Ievguen Konovalets, meneur nationaliste tout aussi controversé, tué aux Pays-Bas en 1938 et enterré à Rotterdam. Des médias ont également rapporté que Kiev faisait pression pour obtenir de l'Allemagne la dépouille de Stepan Bandera, la figure de proue du mouvement nationaliste ukrainien qui collabora également avec l'Allemagne nazie."

Catastrophe minière en Chine : 82 morts

Le 22 mai, une explosion dans une mine de charbon du nord du pays (province de Shanxi) a causé la mort de 82 personnes. La Chine est le premier producteur et premier consommateur mondial de charbon représentant 56 % de la consommation d'énergie de la Chine. Au vu de son rôle essentiel dans le développement économique du pays, la Chine a lancé depuis quelques années une grande opération de restructuration (plusieurs mines au rendement insuffisant ont fermé et plusieurs autres ont fusionné, entraînant au passage une large suppression d'emplois) et de modernisation des mines (avec des systèmes de réseau connecté 5G permettant une automatisation et un pilotage à distance des opérations d'excavations). Cette restructuration a bien permis une augmentation significative de la production. Néanmoins certaines petites mines n'auraient pas reçu les moyens nécessaires pour se mettre à niveau en terme de sécurité. Cela pourrait être le cas de la mine où s'est produit l'accident, classé dans les sites à risque en raison de sa géologie, et qui, en décembre 2025 avait été épinglée pour plusieurs manquements par les autorités locales¹⁸. Dès le lendemain de l'accident, les dirigeants de l'entreprise ont été placés en détention et une enquête a été ouverte afin de déterminer les responsables de la catastrophe.

1 Les constructeurs automobiles chinois et européens délocalisent leur production mutuellement : <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3961-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-280-du-21-mai-2026>

2 Quelles usines seraient concernées ? : France : Mulhouse (Peugeot 308, 3008) et Poissy (Citroën C4, Opel Mokka) ; Allemagne : Rüsselsheim (Opel) ; Italie : Melfi (Fiat 500, Jeep Renegade) ; Espagne : Saragosse (Opel Corsa).

3 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3876-paris-21-mars-2026-initiative-du-parti-revolutionnaire-communistes-reindustrialisation-un-combat-de-classe-vital-pour-le-changement-de-societe>

4 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3939-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-279-du-14-mai-2026>

5 À 14h00 au siège de l'Union Locale de Martigues. Contact : timothee.esprit@fnic-cgt.fr

6 <https://www.lamarseillaise.fr/social/contre-la-repression-syndicale-la-cgt-releve-le-front-en-region-paca-AD20235234>

7 <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/2eme-mise-en-examen-de-sophie-binet-la-cgt-appelle-le-gouvernement-agir-contre-les-procedures>

8 <https://www.humanite.fr/social-et-economie/cliniques-privees/sante-le-bearn-se-mobilise-pour-sauver-la-polyclinique-de-pau-pyrenees>

9 <https://confederationnationaledulogement.fr/>

10 <https://nvo.fr/okaidi-la-cgt-craint-une-externalisation-ou-une-liquidation-de-la-marque/>

11 <https://www.lavoixdunord.fr/1706298/article/2026-05-26/jusqu-290-suppressions-de-postes-annoncees-chez-okaidi>

12 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/entreprises/3934-lintelligence-artificielle-feux-dartifice>

13 <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/05/25/magnifica-humanitas-texte-integral-de-lencyclique-de-leon-xiv/>

14 https://www.vatican.va/content/leo-xiii/fr/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_15051891_rerum-novarum.html

15 le site Solidnet publie les textes de soutien à Cuba : <https://www.solidnet.org/home/>

16 Selon, le quotidien *The Time of Israël*, Andriy Melnyk, mort en 1964, était le meneur de l'une des branches de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), un groupe qui combattait les Soviétiques pour l'indépendance de l'Ukraine mais qui a collaboré avec l'Allemagne nazie et participé à la Shoah.

17 l'OUN a été principalement active entre les années 1930 et 1950. Certains de ses membres ont combattu au sein de formations SS et pris part à la déportation et au massacre de juifs et de dizaines de milliers de civils polonais en Volhynie (nord-ouest de l'Ukraine actuelle) au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

18 Le groupe privé *Tongzhou* qui possède cette mine emploie 3.000 salariés et produit 700.000 tonnes de charbon par an. Le Président du conseil d'administration du groupe RenTiezhu est député de la 9^e et 10^e circonscription de l'Assemblée Populaire de la province de Shanxi. Il est vice-président de l'association des entreprises privées du Shanxi

© [Copyright](#)

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement